



# Un meilleur accès au marché pour les producteurs

Le fil rouge du travail du Trade for Development Centre

*Agriculteurs boliviens après avoir reçu leur certification bio © AOPEB*

Qu'ont en commun des coopératives palestiniennes, des bûcherons péruviens, des agriculteurs bios boliviens et des caféiculteurs congolais? Ils cherchent tous un moyen d'échapper à la pauvreté et aux conflits en renforçant leurs organisations, en améliorant la qualité de leurs produits et en leur trouvant des débouchés. Pour y parvenir, ils bénéficient d'un sérieux coup de pouce du Trade for Development Centre.

## Engagement et potentiel

Les coopératives agricoles et les groupes de producteurs partagent souvent bien des caractéristiques : un solide engagement, un énorme potentiel, mais aussi un manque flagrant de ressources et de connaissances des marchés qui entraîne la perte de nombre d'opportunités de développement.

C'est précisément à ce niveau que le Trade for Development Centre (TDC), un programme de l'Agence belge de développement, entend faire la différence. Le TDC, qui considère le commerce équitable comme un outil efficace de développement durable et d'émancipation économique et sociale, soutient des projets mis en œuvre dans les 18 pays prioritaires de la Coopération belge, dans trois domaines : l'augmentation des capacités de gestion des organisations de petits producteurs, l'amélioration de la qualité des produits et le développement des connaissances des marchés locaux, régionaux et internationaux.

## Action !

Quelques exemples d'actions concrètes menées au sein des projets du TDC :

- formations à l'intention des dirigeants pour renforcer leurs capacités de gestion
- consultance en matière de développement et d'amélioration de la qualité des produits
- participation à des foires commerciales nationales ou internationales en vue d'y présenter des produits et d'y nouer des contacts commerciaux
- appui en vue d'une certification équitable ou biologique

## Les paysans palestiniens

TDC ces dernières années. La première se situe dans les Territoires palestiniens, plus précisément en Cisjordanie. En 2006, le **Fair Trade Development Centre (FTDC)** est créé à l'Université de Bethléem, grâce à une aide européenne et avec pour objectifs : la certification Fair Trade de l'huile d'olive palestinienne et l'accès au marché équitable européen. Aujourd'hui, le FTDC s'adresse aux nombreuses coopératives paysannes et petites entreprises qui constituent l'épine dorsale de l'économie palestinienne, mais qui n'ont souvent pas les aptitudes commerciales ni les réseaux pour exploiter leur potentiel.

Le TDC a entamé cette collaboration en 2009, avant de la reconduire en 2014. « Dans un contexte fragile, le FTDC réussit à rehausser le niveau des coopératives paysannes souvent très vulnérables », explique Steven De Craen, responsable de l'appui financier du TDC. « Le fil rouge de leur histoire est la transition que doivent réaliser les coopératives palestiniennes vers une approche plus entrepreneuriale. Une fois que celle-ci assurera des revenus plus conséquents et plus stables, il sera aussi possible de renforcer le volet social. »

## Pas à pas

La stratégie est la même pour tous les projets : le FTDC sélectionne un certain nombre de coopératives et les accompagne dans l'espoir qu'elles serviront ensuite de modèle à de nombreuses autres. L'approche est centrée sur la formation : les dirigeants disposent d'un diplôme universitaire en « gestion de coopérative » et les collaborateurs d'une formation en comptabilité, en gestion des stocks ou en marketing. Une partie des fonds est aussi réservée à des microprojets comme l'achat d'une centrifugeuse ou d'une petite installation frigorifique pour conserver les légumes.

La participation à plusieurs foires et festivals équitables, un des volets du premier projet soutenu par le TDC, a clairement démontré que les coopératives palestiniennes ne sont pas prêtes pour l'exportation, mais qu'elles doivent d'abord se concentrer sur des aspects élémentaires tels que la qualité, la présentation et l'emballage de leurs produits, ou encore la création de matériel promotionnel. De plus, une enquête a révélé que les citoyens palestiniens se méfient souvent de la qualité et de l'hygiène des produits locaux. Il est donc essentiel de mettre en place des procédures de contrôle et d'obtenir un label de qualité de l'Autorité palestinienne.



Produits des coopérations dans les supermarchés © FTDC

Et les résultats suivent, pas à pas : six supermarchés de la ville de Bethléem proposent aujourd'hui des produits de coopératives locales. Le second projet soutenu par le TDC, quant à lui, prévoit d'approcher les hôtels et les restaurants des quartiers touristiques de la ville, et de nouer des contacts avec des grossistes palestiniens. Il suscite un vif intérêt de la part d'autres coopératives ; on dirait donc bien que les choses évoluent.

## Les bûcherons péruviens

De la Palestine, nous nous rendons au Pérou, plus exactement auprès des communautés Shipibo Conibo d'Amazonie. Traditionnellement, celles-ci vivent de la forêt et de l'abattage, mais les prix qu'elles obtiennent des acheteurs sont dérisoirement bas. Lorsqu'en 2005, elles ont été les premières communautés indigènes à obtenir le label FSC avec l'aide de l'ONG péruvienne **AIDER** (Asociación para la Investigación y el Desarrollo Integral), leurs membres ont bien nourri l'espoir d'en retirer des avantages économiques. Mais il n'en a rien été. Si le potentiel était bien présent, leur faiblesse organisationnelle ne leur a pas permis de fournir la qualité et la quantité requises.



Shipibo Conibo – bûcherons au travail © Sebastien Bouhon/Bos+

À la demande de **BOS+**, une ONG flamande active dans le domaine de la gestion forestière durable, le TDC a financé en 2010 un projet étalé sur trois ans. Le premier volet comportait une série de formations en administration, comptabilité, planification stratégique et marketing, à l'intention des membres de la communauté. Des ateliers techniques ont ensuite été organisés sur le terrain. Le cœur du projet a

toutefois été la construction d'un centre de stockage, grâce aux fonds fournis par le TDC et autres donateurs. Le bois y est collecté, mais aussi séché, scié et transformé, pour maintenir une partie de la valeur ajoutée dans la région. D'autres produits sylvicoles, forestiers ou artisanaux peuvent également y être stockés. Pour assurer la gestion du centre et de la vente, les cinq communautés participantes ont créé, avec l'aide d'AIDER, **Citeindigena** (Centro de Transformación e Innovación Tecnológica Indígena): la première entreprise « indigène » en Amazonie péruvienne.

### Un atout unique

Les premiers résultats sont prometteurs. Le projet génère de nouveaux emplois, sensibilise à l'importance d'une gestion forestière durable et garantit de meilleurs revenus pour les communautés. 10 % de ceux-ci sont réinvestis dans un fonds communautaire destiné à financer la construction d'écoles ou l'électrification dans les communautés. Mais, sur le plan commercial, il reste encore un long chemin à parcourir : les acheteurs péruviens ne sont pas disposés à payer plus pour du bois certifié, et l'offre de bois de la Citeindigena sur le marché international doit encore trouver les bons acheteurs. Pour identifier les clients potentiels, Citeindigena, AIDER et BOS+ projettent la création d'un site Web bilingue espagnol-anglais, un catalogue plus détaillé et, surtout, une meilleure prospection du marché, tant national qu'international. « Nous avons décidé de soutenir ce nouveau projet », déclare Steven De Craen, « parce que nous voulons donner à Citeindigena toutes les chances de valoriser au maximum son bois certifié issu de communautés indigènes, un atout unique dans un pays tel que le Pérou où l'abattage illégal constitue la règle plutôt que l'exception. »

### Les agriculteurs bios boliviens

De l'Amazonie péruvienne à l'Altiplano bolivien : on monte de niveau, au sens propre comme au sens figuré. L'**Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos (AOPEB)** compte en effet déjà beaucoup plus de réalisations à son actif que les deux premiers exemples cités. Créée en 1991, cette organisation réunit aujourd'hui plus de 60 groupes de producteurs, issus de 9 départements, et recueille les fruits de longues années de lobbying pour une agriculture biologique : en 1996, la certification biologique est devenue bien plus abordable avec la création de Bolicert ; en 2006, l'agriculture biologique était reconnue par la loi et, en 2012, un cadre légal était élaboré en vue de la mise en place d'un système de garantie participatif (SGP),

une forme de certification biologique basée sur des relations directes entre producteurs et consommateurs.

Dans le cadre des SGP, les membres d'AOPEB sont formés au contrôle et à la collecte des données nécessaires aux inspections, moins fréquentes, effectuées par un organisme indépendant. Un tel système, moins cher, ouvre la voie à un marché national où sont écoulés des produits bios certifiés, cultivés par de petits producteurs.

### Poursuite du projet

Au cours des années écoulées, le TDC a appuyé le démarrage de SGP dans cinq communes réparties sur l'ensemble du pays. Les résultats ne se sont pas fait attendre : début 2014, pas moins de 108 évaluateurs étaient actifs et 942 familles avaient décroché un certificat. Steven De Craen : « L'exemple du SGP en Bolivie est unique, mais la certification n'est que la première étape. Il convient maintenant de conquérir une place sur le marché. Ce n'est pas évident du tout, et nous avons décidé de poursuivre le projet pour y parvenir. » AOPEB mise pleinement sur la filière courte, par le biais surtout des marchés locaux bios. Une autre opportunité s'est entretemps présentée aux groupes de producteurs : la fourniture de produits pour l'élaboration de petits déjeuners sains dans les écoles, une initiative du gouvernement bolivien.

### Les caféiculteurs congolais

Notre quatrième projet nous emmène en plein cœur de l'Afrique, dans les collines dominant le lac Kivu. Pour son rôle de leader dans le projet *Congo coffee revival*, la coopérative **SOPACDI** (Solidarité Paysanne pour la Promotion des Actions Café et Développement Intégral) s'est récemment vue octroyer un prix de durabilité par la *Specialty Coffee Association of America*. « Nous avons été les premiers surpris ! », s'est exclamé Joachim Munganga, le président de la SOPACDI, lors de son discours de remerciement.



Les agriculteurs sont fiers de leur café et leur coopérative © SOPACDI



Produits bio mis à l'honneur © AOPEB

La SOPACDI est située dans l'est de la RDC, une région particulièrement touchée ces vingt dernières années par la guerre et la violence. Les caféiculteurs ont régulièrement dû fuir et abandonner leurs champs. Et les rares fois où ils ont pu récolter le café, ils étaient en proie au chantage de la

poignée d'acheteurs osant s'aventurer dans la région. Des centaines de cultivateurs se sont même noyés dans le lac en tentant de rejoindre le Rwanda pour y vendre leur récolte.

## Le commerce équitable

C'est grâce à COOPAC, une coopérative rwandaise, que la SOPACDI a noué des contacts avec différentes ONG et organisations de commerce équitable. « Depuis, la SOPACDI a connu un parcours incroyable », confirme Steven De Craen, « grâce à la motivation de ces cultivateurs qui se battent pour leur avenir, et grâce aussi à la qualité exceptionnelle de leur café arabica. » En 2008, un premier conteneur a été expédié à l'organisation équitable britannique Twin et, quelque temps plus tard, ses efforts ont abouti à une certification équitable et biologique. En 2011, les magasins du monde-Oxfam ont lancé le café *Lake Kivu* sur le marché belge et, aujourd'hui, les ventes dans le circuit du commerce équitable se multiplient, d'Amérique jusqu'en Nouvelle-Zélande.

Le TDC a aussi soutenu l'accroissement de la productivité en investissant dans des pépinières pour renouveler les caféiers datant pour la plupart de bien avant la guerre civile.

**Des agriculteurs palestiniens commercialisant leurs produits dans les supermarchés locaux, des bûcherons créant la première entreprise indigène d'Amazonie péruvienne, des agriculteurs boliviens organisant régulièrement des marchés bio et des caféiculteurs congolais exportant des conteneurs de café de qualité : tous ces exemples montrent comment des gens passionnés peuvent se construire un futur en optant pour un commerce équitable et durable.**



*Avec leur production de bois durable à travers la forêt amazonienne péruvienne © Sebastien Bouhon/Bos+*

E.R.: Carl Michiels, CTB Rue Haute 147, 1000 Bruxelles



**CTB TRADE FOR DEVELOPMENT**

[WWW.BEFAIR.BE](http://WWW.BEFAIR.BE)

**LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be**

*Les opinions exprimées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.*

### Sources

Propositions de projets, évaluations et rapports auprès du Trade for Development Centre.

FTDC: [www.bethlehem.edu/icp/ftdc](http://www.bethlehem.edu/icp/ftdc)

AIDER: [www.aider.com.pe](http://www.aider.com.pe), [www.citeindigena.com](http://www.citeindigena.com), [www.bosplus.be/nl/onzeprojecten/projecteninhetzuiden](http://www.bosplus.be/nl/onzeprojecten/projecteninhetzuiden)

AOPEB: [www.aopeb.org](http://www.aopeb.org)

SOPACDI: [www.sopacdi.com](http://www.sopacdi.com); Reportage TV5 Monde: <https://www.youtube.com/watch?v=i0XB5MfiurU> (FR), <https://www.youtube.com/watch?v=-TCZqediSW0> (NL); uitreiking award: [https://www.youtube.com/watch?v=xSqYY4QcpwY&feature=em-upload\\_owner](https://www.youtube.com/watch?v=xSqYY4QcpwY&feature=em-upload_owner).